

Quand l'IEV défend l'austérité PS-CDH dans les Régions...

■ Le centre d'études du PS a transmis un argumentaire aux élus pour justifier les mesures d'économies.

Nouvelle bataille dans la guerre des centres d'études des partis... Les options politiques du gouvernement Michel polarisent le débat et chaque formation a développé des argumentaires à destination de ses troupes. Soit pour défendre la majorité (dans le cas du MR) soit pour la casser (l'opposition PS, Ecolo...). "La Libre" a pu mettre la main sur ces documents.

Et cette fois, c'est encore le PS qui en remet une couche. En effet, l'Institut Emile Vandervelde, le célèbre et puissant IEV, a fait parvenir mardi matin aux mandataires socialistes un argumentaire destiné à leur permettre de s'expliquer sur ce qui semble être une schizophrénie politique: d'un côté, le PS dans l'opposition au fédéral dézingue la politique "d'ultradroite" de la "suédoise" mais, de l'autre, les mêmes socialistes prennent des mesures d'austérité dans les gouvernements des entités fédérées. Cette contradiction a été reprochée au PS à plusieurs reprises et elle peut encore faire mal "sur le terrain", là où le PS est notamment confronté à un PTB remonté à bloc.

Les Wallons bichonnés par le PS

Dans le nouvel argumentaire développé par l'IEV, on explique à quel point le PS au pouvoir fait mieux les choses que les autres dans les Régions... Morceaux choisis, en Wallonie par exemple: "Le gouvernement wallon PS-CDH opère, certes, une gestion rigoureuse, pour ne pas reporter la dette sur les jeunes Wallons, mais en

veillant à préserver autant que possible les citoyens. On entend beaucoup parler des économies sur les titres-services, les primes logement/énergie, le bonus logement ou encore le non-remplacement de fonctionnaires. Ce sont les mesures les plus difficiles, qu'il faut néanmoins relativiser. Mais 80% de l'effort, ce sont des mesures qui n'ont pas d'impact pour les citoyens."

En effet, explique le centre d'études aux élus socialistes, cet effort budgétaire provient essentiellement "d'un lissage des nouveaux investissements publics en cinq ans au lieu de deux; d'une diminution des frais de fonctionnement de l'administration; de la réduction des budgets d'études et de communication; de la suppression de missions à l'étranger; etc."

Pas d'impôt régional sur la fortune

Bon, il reste tout de même 20% de mesures PS-CDH qui touchent les citoyens wallons alors? Non, dit l'IEV: ici aussi le PS ferait bien les choses. "Les 20% restants sont des efforts répartis équitablement. 90% des Wallons ne sont pas touchés par la diminution de la déductibilité des titres-services; les plus bas revenus gagneront de l'argent suite à la réforme du

bonus logement; le budget des primes diminue, mais le budget des écopacks augmente en parallèle; davantage de personnes pourront faire des travaux dans leur maison sans devoir avancer d'argent."

Encore un point de l'argumentaire PS qui justifie pour l'IEV les mesures d'austérité là où les socialistes sont au pouvoir: l'impossibilité pour les Régions de taxer les grosses fortunes. "Le gouvernement MR/N-VA pourrait faire porter davantage l'effort sur les plus fortunés. Les Régions ne sont pas compétentes pour taxer le capital (hors immobilier et successions). Elles doivent donc faire des efforts d'assainissement autrement."

Frédéric Chardon

"80% de l'effort budgétaire en Wallonie n'a pas d'impact pour les citoyens."

L'IEV

Dans son argumentaire à destination des élus socialistes.